



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Syrie

Question au Gouvernement n° 35

Texte de la question

SYRIE

M. le président. La parole est à M. Malek Boutih, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Malek Boutih. Monsieur le ministre des affaires étrangères, depuis des mois le pouvoir syrien a entrepris une véritable guerre contre son propre peuple qui ose se battre pour sa liberté.

Certains évoquent une guerre civile dans ce pays. Malgré le courage des résistants, la réalité est celle d'une armée qui utilise sans limite la violence pour faire taire son peuple. C'est d'ailleurs à très juste titre que vous avez parlé de massacres. Ces tueries sont malheureusement, de fait, encouragées par l'inertie d'une partie de la communauté internationale.

Les efforts de notre diplomatie, et ceux d'autres pays, pour permettre une transition la plus rapide possible, échouent devant les veto successifs à l'ONU de la Chine et de la Russie.

Cette situation semble octroyer au régime syrien un sentiment d'impunité et décuple la violence qu'il exerce contre sa population civile. Le rejet de la dernière résolution aux Nations unies l'amène maintenant à évoquer la détention d'armes chimiques et la possibilité de les utiliser contre d'autres pays.

Ce défi doit être pris avec une extrême gravité car il marque un pas supplémentaire dans la logique meurtrière de l'actuel régime syrien.

Cette région est particulièrement sensible et ce chantage pourrait avoir des conséquences dramatiques pour l'ensemble des pays qui la composent.

Monsieur le ministre, suite à ces déclarations, quelle appréciation portez-vous sur la possibilité par le régime syrien d'utiliser des armes chimiques ?

Surtout, quelle action pouvez-vous mener pour convaincre l'ensemble du Conseil de sécurité d'agir avant qu'il ne soit trop tard, trop tard pour le peuple syrien, trop tard pour les peuples de la région, trop tard pour l'honneur des démocraties ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, RRDP et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères*. Monsieur le député, Bachar el-Assad tombera.

Plusieurs députés du groupe UMP. Quand ?

M. Laurent Fabius, *ministre*. Aujourd'hui, on compte près de 20 000 morts et des centaines de milliers de blessés, des centaines de milliers de personnes fuient au Liban, en Jordanie, en Irak, en Turquie et dans d'autres pays. Et voilà qu'à toutes ces exactions Bachar el-Assad ajoute aujourd'hui la menace de l'utilisation des armes chimiques et bactériologiques.

Vous comprendrez que, sur ce point, je ne sois pas très disert. Je vous dirai seulement que les États-Unis, la Grande-Bretagne, d'autres pays et nous-mêmes suivons au jour le jour la situation de ces armements. Il est clair qu'aucune justification de l'utilisation de ces armes ne sera acceptée.

Cela dit, nous prenons des initiatives au niveau mondial puisque les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ont été proposées par la France et par d'autres. Au niveau européen, nous avons décidé hier encore, à l'initiative de la France, un certain nombre d'aides humanitaires et de sanctions supplémentaires.

Le 6 juillet dernier, le Président de la République rassemblait autour de lui plus de la moitié des pays du monde pour apporter le soutien des amis du peuple syrien, et avant-hier encore j'étais en contact avec la Ligue arabe pour lancer l'idée d'un gouvernement de transition qui doit être très large.

M. Bachar el-Assad peut utiliser toutes les manoeuvres qu'il veut, il finira par tomber. Ce jour-là, ceux qui se sont mis en travers de l'histoire - et vous voyez à qui je veux faire allusion -...

M. François Rochebloine. Qui ?

M. Laurent Fabius, *ministre*. ...comprendront qu'ils ont perdu, y compris auprès de l'opinion arabe qu'ils sont censés vouloir défendre.

Bachar el-Assad tombera. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, RRD et GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Malek Boutih](#)

Circonscription : Essonne (10^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 35

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 juillet 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 juillet 2012](#)